

LA SEMAINE JURIDIQUE

ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

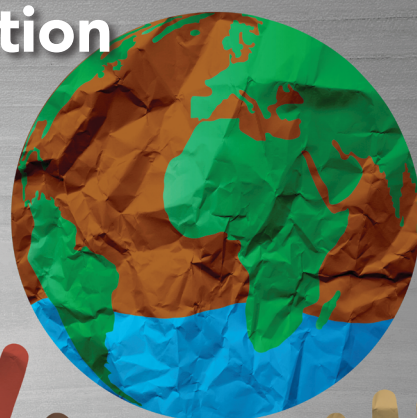
26 MAI 2026, HEBDOMADAIRE, N° 21 ISSN 1637-5114

2169

La neutralité politique et l'action extérieure des collectivités territoriales

Le cas de l'action internationale humanitaire

Étude par Edwige Biessou



237 Domaine / Patrimoine - Une loi pour restituer les biens culturels ayant fait l'objet d'une appropriation illicite, et maintenant ? (L. n° 2026-351, 9 mai 2026, aperçu rapide, P. Noul)

2167 Chronique de droit public des affaires (Textes et décisions 2025, partie 2), ss dir° J.-Ch. Videlin

2168 Administration / Citoyens - Lutte contre la fraude aux finances publiques : un cadre légal sans définition claire (étude, D. Zehar)

2171 Responsabilité - Les gestionnaires d'association peuvent voir leur responsabilité financière engagée devant la Cour des comptes (C. comptes, 10 mars 2026, comm. S. Damarey)

2172 Responsabilité sans faute de l'État du fait des attroupements (CAA Douai, 5 févr. 2026, concl. N. Degand)

2173 Urbanisme / Aménagement - Refuser l'autorisation de démolir n'implique pas de refuser le permis de construire (CE, avis, 30 mars 2026, comm. F. Polizzi)

Sommaire

Actualités

page 2

Aperçu rapide, Pierre NOUAL, *Une loi pour restituer les biens culturels ayant fait l'objet d'une appropriation illicite, et maintenant ?*, À propos de L. n° 2026-351, 9 mai 2026 p. 2, L'information en continu p. 5

Chronique

page 18

2167 **Chronique** Jean-Christophe VIDELIN, Aurore LAGET-ANNAMAYER, Régis LANNEAU, Laurence CALANDRI, Denis JOUVE, Romain BOURREL - Chronique de droit public des affaires, Textes et décisions 2025 (2/2)

Administration / Citoyens

page 30

2168 **Étude** Diffallah ZEHAR - Lutte contre la fraude aux finances publiques : un cadre légal sans définition claire

Collectivités territoriales

page 34

2169 **Étude** Edwige BIESSOU - La neutralité politique et l'action extérieure des collectivités territoriales : le cas de l'action internationale humanitaire

2170 **Conclusions** Christine PSILAKIS - L'absence de publicité des débats, même en période d'état d'urgence sanitaire, n'est pas un vice danthonyable (CAA Lyon, 18 déc. 2025, n° 24LY03506, X et B.)

Responsabilité

page 44

2171 **Commentaire** Stéphanie DAMAREY - Les gestionnaires d'association peuvent voir leur responsabilité financière engagée devant la Cour des comptes (C. comptes, 10 mars 2026, n° S-2026-0200, assoc. La case des artistes)

2172 **Conclusions** Nicolas DEGAND - Responsabilité sans faute de l'État du fait des attroupements (CAA Douai, 5 févr. 2026, n° 22DA01089, CAA Douai, 5 févr. 2026, n° 22DA01843, CAA Douai, 5 févr. 2026, n° 25DA00395, CAA Douai, 5 févr. 2026, n° 22DA01842)

Urbanisme / Aménagement

page 54

2173 **Commentaire** Francis POLIZZI - Refuser l'autorisation de démolir n'implique pas de refuser le permis de construire (CE, avis, 30 mars 2026, n° 510664 : Lebon T. ; JCP A 2026, act. 168, Rapporteur public : Frédéric Puigserver, Décision antérieure : TA Nice, 11 décembre 2025, n° 2406443)